



## Conseil Municipal

7 juillet 2017

L'an deux mille dix-sept, le 7 juillet, à 19 h, les membres du Conseil Municipal, légalement convoqués se sont réunis en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Michel FRANÇOIS, Maire.

**PRESENTS** : Monsieur Michel FRANÇOIS, Monsieur Pierre BREMOND, Madame Françoise DEBIN, Monsieur Damien AUBRION, Madame Sophie SEGUIN, Monsieur Alain GALLOU-REMAUDIERE, Madame Laetitia BOURSIER, Madame Marie-Jo DELECROIX, Monsieur Didier FERJOUX, Monsieur Jean-François GERMON, Monsieur Dominique LUSSEAU, Monsieur Sébastien PERE, Monsieur Jean-Claude RICHARD, Madame Christine ROYER, Madame Maryline SOLEILHAC, Madame Anne VERMOTE

**POUVOIRS** : Madame Valérie BRARD-TRIGO donne pouvoir à Madame Françoise DEBIN, Madame Virginie DOMINOT donne pouvoir à Monsieur Damien AUBRION, Monsieur Laurent POUPIN donne pouvoir à Monsieur Jean-Claude RICHARD, Monsieur Patrick SITAUD donne pouvoir Madame Anne VERMOTE,

**Excusés** : Monsieur Aymeric DUVAL,

Madame Laetitia BOURSIER est élu(e) secrétaire de séance

### ORDRE DU JOUR :

Approbation du compte rendu de la réunion du 16 Juin 2017

- 1 – Création d'un service commun et convention entre Grand Poitiers et la commune de Dissay concernant les actes relatifs à l'occupation et l'utilisation des sols,
- 2 - Encadrement de la location meublée touristique sur la commune,
- 3 - Subvention exceptionnelle,
- 4 – Adoption des nouveaux statuts de l'Agence Technique Départementale,
- 5 - Dissolution de Vienne Services,
- 6 – Convention Intercommunale d'accueil et d'informations des demandeurs de logement social,
- 7 – choix du promoteur pour l'aménagement des Bouleaux
- 8 - Echange de terrain
- 9 - Convention de mise en réseau des bibliothèques sur le territoire de l'ancienne communauté du Val Vert du Clain entre Grand Poitiers et la commune de Dissay

### **§ 1- Approbation de compte rendu de la réunion du conseil municipal en date du 16 Juin 2017.**

Le compte rendu de la réunion du 16 juin 2017 est approuvé à l'unanimité sans observation.

## §2- Délibérations

### **Délibération n° 1 : Création d'un service commun et Convention entre Grand Poitiers et la commune de Dissay concernant les actes relatifs à l'occupation et l'utilisation des sols**

---

Vu la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.422-1, L.422-8, L 423-1, R.410-5 et R.423-15 ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.5211-4-2 ;

Vu l'avis du comité technique,

Considérant qu'en dehors des compétences transférées, un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres peuvent se doter de services communs chargés de l'exercice de missions fonctionnelles dont l'instruction des décisions prises par les maires au nom de la commune ;

Considérant que l'instruction des actes relatifs à l'occupation et l'utilisation des sols est une mission fonctionnelle ;

Il est proposé de créer un service commun pour l'instruction des actes relatifs à l'occupation et l'utilisation des sols entre Grand Poitiers et les communes qui le souhaitent.

La commune de DISSAY pourra faire instruire ses actes dans le cadre de ce service commun selon les modalités d'une convention signée par les deux parties ;

Les modalités suivantes seront respectées :

- La commune assure l'accueil et le renseignement du public ainsi que l'enregistrement des dossiers
- Le service instructeur de Grand Poitiers a en charge l'instruction technique en liaison avec les services et élus de la commune
- La délivrance des actes relatifs à l'occupation et l'utilisation du sol reste de la compétence et de la responsabilité exclusive du Maire.

La convention jointe précise les modalités financières, techniques et plus particulièrement la répartition exacte des tâches entre Grand Poitiers et la commune. Elle prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2017.

Après délibération le conseil décide :

- de valider la création d'un service commun entre Grand Poitiers et la commune de DISSAY pour l'instruction des actes relatifs à l'occupation et l'utilisation des sols.



- de donner son accord sur les modalités d'instruction, par les services de Grand Poitiers, des actes relatifs à l'occupation et l'utilisation du sol, définies dans la convention jointe ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou un adjoint à signer tout document à intervenir dans cette affaire.

Adopté à l'unanimité

## **Délibération n° 2 : Encadrement de la location meublée touristique sur la commune de Dissay**

---

**VU** le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L5211-41-3, L5217-1 et L5217-2,

**VU** le code du tourisme, notamment l'article L324-1-1,

**VU** le code de la construction et de l'habitation (CCH), notamment les articles L631-7-1-A et suivants,

**VU** la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR), articles 16 et 18,

**CONSIDERANT** que la loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové instaure un dispositif de régulation de la mise en location de meublés touristiques en vue de lutter contre la pénurie de logement à titre de résidence principale, tout en prévoyant des mécanismes de souplesse laissés à l'appréciation de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale,

**CONSIDERANT** que conformément à l'article 16 de cette loi, pour les communes appartenant à une zone d'urbanisation continue de plus de 50 000 habitants définie à l'article 232 du code général des impôts, une délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme ou, à défaut, le conseil municipal peut décider que le fait de louer un local meublé destiné à l'habitation de manière répétée pour de courtes durées à une clientèle de passage qui n'y élit pas domicile, constitue un changement d'usage soumis à obtention d'une autorisation préalable,

**CONSIDERANT** que l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme détermine les critères de cette autorisation temporaire,

**CONSIDERANT** que lorsque le local à usage d'habitation constitue la résidence principale du loueur, l'autorisation de changement d'usage n'est pas nécessaire pour louer pour de courtes durées à une clientèle de passage qui n'y élit pas domicile,

**CONSIDERANT** que la nécessité de concilier, d'une part, l'accès au logement et, d'autre part, l'activité touristique, passe par la mise en place de règles relatives à l'autorisation temporaire de changement d'usage en fonction du marché local de l'habitat,

Après en avoir délibéré, le conseil :

**1°/ AUTORISE** la mise en place du régime d'autorisation temporaire de changement d'usage sur la commune de **Dissay**

**2°/ DECIDE** des conditions de délivrance de cette autorisation :

**Article 1 :** Afin de ne pas aggraver la pénurie de logement sur la commune de **Dissay**

- La demande d'autorisation temporaire de changement d'usage pour les locations répétées de courte durée ne pourra être accordée sur plus de 50% de la surface totale de l'immeuble concerné,
- Le contrat de location, en ce qui concerne cette autorisation, sera conclu pour une durée maximale et non renouvelable de 90 jours consécutifs,
- Le nombre maximal d'autorisations accordées à un même propriétaire sera de trois.

**Article 2 :** Dans le cas particulier où le local se trouve en copropriété, le pétitionnaire :

- S'il est propriétaire, devra justifier que le règlement ne s'oppose pas au changement d'usage ou à l'usage mixte. Le cas échéant, il devra fournir l'accord de la copropriété.
- S'il est locataire, devra fournir une attestation du propriétaire stipulant que le règlement de copropriété ne s'oppose pas à ce changement et que lui-même accorde ce changement. Cette attestation devra également être fournie en cas de compensation.

**Article 3 :** L'autorisation d'usage sera accordée dans les conditions précédemment définies et sous réserve qu'une compensation soit faite par la transformation en habitation de locaux ayant un autre usage que l'habitation au 1<sup>er</sup> janvier 1970 et n'ayant pas déjà été utilisés à titre de compensation.

Cette compensation s'applique à l'ensemble du territoire.

Les personnes qui souhaitent changer les locaux d'habitation en un autre usage seront soumises à compensation, y compris celles qui souhaitent faire de la location de meublés touristiques.

Trois cas d'exceptions à cette compensation :

- Pas de compensation lorsque la demande de changement d'usage porte sur des locaux d'habitation situés en rez-de-chaussée ou lorsqu'elle est sollicitée en vue d'y exercer une mission d'intérêt général,
- Pas de compensation lorsque la demande de changement d'usage est sollicitée par une personne en vue d'y exercer une profession libérale réglementée ou non réglementée.
- Pas de compensation quand la demande d'autorisation tend à l'exercice, dans une partie du local d'habitation utilisé par le demandeur comme sa résidence principale, d'une activité professionnelle, y compris commerciale, pourvu qu'elle n'engendre ni nuisance, ni danger pour le voisinage et qu'elle ne conduise à aucun désordre pour le bâti. Cette surface doit être inférieure à 50% de la surface du local d'habitation.

**Article 4 :** Cette autorisation temporaire ne peut être délivrée que pour des logements décents, c'est-à-dire des logements répondant aux exigences de l'article R111-2 du CCH.

**Article 5 :** Cette autorisation est valable pour une durée de 2 ans reconductibles deux fois.

**Article 6 :** Le non-respect des dispositions susvisées est puni de l'amende prévue à l'article L651-2 du CCH. En vertu de l'article 18 de la loi ALUR, le produit des infractions revient à la commune de **Dissay**

**3°/ AUTORISE** Monsieur le Maire à signer toutes les pièces consécutives à l'exécution de la présente délibération.

Adopté : Pour : 19 - Abstention : 1



### Délibération n° 3 : Subvention exceptionnelle

---

Monsieur le Maire présente aux membres du conseil la demande de subvention exceptionnelle présentée par le Taekwondo pour la participation de l'un de ses adhérents aux Championnats d'Europe Universitaires au Portugal.

Après délibération, le conseil décide de verser la somme de 500€ correspondant à 50% des frais de déplacements pour la participation aux Championnats d'Europe Universitaires au Portugal.

Adopté à l'unanimité

### Délibération n° 4 : Dissolution de Vienne Services

---

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.5721-7, L.5211-26 et L.5211-25-1;

VU l'arrêté préfectoral du 3 janvier 1980 portant création du syndicat mixte Vienne Services ;

VU les statuts du syndicat mixte Vienne Services ;

VU la délibération de la commune de Dissay portant adhésion au syndicat mixte Vienne Services ;

VU la délibération du comité syndical de Vienne Services en date du 30 juin 2017 demandant sa dissolution et le transfert intégral de ses missions, de son personnel et de ses actifs et passifs au profit de l'Agence Technique Départementale/Agence des Territoires de la Vienne au 1<sup>er</sup> janvier 2018 ;

**Considérant** la nécessité de prendre en considération les mouvements que connaissent les collectivités, parmi lesquels la réforme du paysage territorial ou encore les évolutions législatives qui redéfinissent le cadre de l'ingénierie territoriale ;

**Considérant** la proximité de l'Agence Technique Départementale de la Vienne et de Vienne Services ainsi que les différentes formes de mutualisation déjà réalisées entre ces deux structures ;

**Considérant** les études réalisées par ces deux structures, le Conseil départemental et les services de l'Etat concernant le rapprochement de Vienne services et de l'Agence Technique Départementale ;

**Considérant** que Vienne Services peut être dissout à la demande motivée de la majorité des personnes morales qui le composent conformément à l'article L5721-7 du code général des collectivités territoriales ;

Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal la délibération du comité syndical de Vienne Services en date du 30 juin 2017 demandant sa dissolution ainsi que le transfert intégral de ses missions, de son personnel et de ses actifs et passifs au profit de l'Agence Technique Départementale/Agence des Territoires de la Vienne au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Il est également précisé que les membres de Vienne Services doivent délibérer et transmettre leur délibération dans un délai de trois mois au syndicat.

Au terme de cette procédure d'approbation, la dissolution de Vienne Services sera prononcée par arrêté du Préfet.

Suite à cet exposé, le Conseil Municipal est invité à se prononcer par délibération sur la dissolution de Vienne Services ainsi que sur le transfert intégral de ses missions, de son personnel et de ses actifs et passifs au profit de l'Agence Technique Départementale/Agence des Territoires de la Vienne au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Le Conseil Municipal, après avoir délibéré et voté,

**DECIDE :**

- D'approuver la dissolution de Vienne Services ainsi que le transfert intégral de ses missions, de son personnel, de ses actifs et passifs au profit de l'Agence Technique Départementale/Agence des Territoires de la Vienne au 1<sup>er</sup> janvier 2018

Adopté à l'unanimité

**Délibération n° 5 : Adoption des nouveaux statuts de l'Agence Technique Départementale de la Vienne**

---

VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5511-1 ;

VU les statuts de l'Agence Technique Départementale de la Vienne ;

VU la délibération de la commune de DISSAY portant adhésion à l'Agence Technique Départementale de la Vienne ;

VU la délibération du comité syndical de Vienne Services en date du 30 juin 2017 demandant sa dissolution et le transfert intégral de ses missions, de son personnel et de ses actifs et passifs au profit de l'Agence Technique Départementale/Agence des Territoires de la Vienne au 1<sup>er</sup> janvier 2018 ;

VU la délibération de l'assemblée générale extraordinaire de l'Agence Technique Départementale de la Vienne du 30 juin 2017 ;

**Considérant** la nécessité de prendre en considération les mouvements que connaissent les collectivités, parmi lesquels la réforme du paysage territorial ou encore les évolutions législatives qui redéfinissent le cadre de l'ingénierie territoriale ;

**Considérant** la proximité de l'Agence Technique Départementale de la Vienne et de Vienne Services ainsi que les différentes formes de mutualisation déjà réalisées entre ces deux structures ;

**Considérant** les études réalisées par ces deux structures, le Conseil départemental et les services de l'Etat concernant le rapprochement de Vienne services et de l'Agence Technique Départementale ;

**Considérant** la nécessité de modifier les statuts de l'Agence Technique Départementale en vue du transfert intégral des missions, du personnel et des actifs et passifs de Vienne Services à l'Agence Technique Départementale/Agence des Territoires de la Vienne ;

**Considérant** qu'il appartient aux membres de l'Agence Technique Départementale de la Vienne de se prononcer sur l'approbation de la modification statutaire proposée.

Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal la délibération de l'assemblée générale extraordinaire de l'Agence Technique Départementale de la Vienne du 30 juin 2017 et la délibération du comité syndical de Vienne Services en date du 30 juin 2017 demandant sa dissolution et le transfert intégral de ses missions, de son personnel et de ses actifs et passifs au profit de l'Agence Technique Départementale/Agence des Territoires de la Vienne au 1<sup>er</sup> janvier 2018 ainsi que le projet de nouveaux statuts de cette dernière ;

Suite à cet exposé, le Conseil Municipal est invité à se prononcer par délibération sur la modification des statuts de l'Agence Technique Départementale de la Vienne.

Le Conseil Municipal, après avoir délibéré et voté,

Décide d'approuver la modification des statuts de l'Agence Technique Départementale telle que proposée.

Adopté à l'unanimité



## **Délibération n° 6 : Convention intercommunale d'accueil et d'informations des demandeurs de logement social**

---

### **Contexte légal**

L'article 97 de la loi pour l'Accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) du 24 mars 2014 (modifié par l'article 77 de la loi Egalité et citoyenneté du 27 janvier 2017) a initié une réforme de la gestion de la demande et des attributions de logements sociaux, dont les objectifs sont :

- Une plus grande transparence vis-à-vis des demandeurs de logement social ;
- Une meilleure lisibilité dans le parcours du demandeur, afin de le rendre plus actif dans le processus d'attribution ;
- Une meilleure efficacité dans le traitement des demandes ;
- Une plus grande équité dans le système d'attribution des logements ;
- Un renforcement du caractère intercommunal et partenarial de la politique de gestion des demandes et attributions, en positionnant les Etablissements publics de coopération intercommunale (EPCI) comme chef de file de la politique locale dans ce domaine.

En pratique, la loi a instauré un droit à l'information sur l'accès au logement social pour le grand public et les demandeurs de logements sociaux, codifié dans l'article L441-2-6 du Code de la construction et de l'habitation (CCH) :

- Toute personne qui envisage de présenter une demande de logement social et tout demandeur a droit à une information sur les modalités de dépôt de la demande, sur les pièces justificatives qui peuvent être exigées, sur les caractéristiques du parc social et sur le niveau de satisfaction des demandes exprimées sur le territoire qui l'intéresse ;
- Tout demandeur de logement social a droit en outre à une information sur les données le concernant qui figurent dans le système d'enregistrement des demandes et sur les principales étapes du traitement de sa demande, notamment les conditions dans lesquelles est effectuée la désignation de sa demande en vue de son passage devant la Commission d'attribution de logements (CAL).

Pour mettre en œuvre sa politique en la matière, la loi a prévu également (article L441-2-8 du CCH) que les EPCI compétents en matière d'habitat élaborent un "Plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs" (PPGD). Ce plan doit prévoir entre autre les modalités d'organisation et de fonctionnement d'un service d'information et d'accueil des demandeurs de logement social. La mise en œuvre de certaines mesures du PPGD fait l'objet de conventions d'application, notamment le service d'information et d'accueil des demandeurs de logement (article R441-2-10 du CCH).

### **Plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs de Grand Poitiers**

Grand Poitiers, en collaboration avec ses partenaires (communes, bailleurs sociaux, Etat, Département, Action logement, associations), a élaboré son Plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs au cours de l'année 2015. Celui-ci a recueilli un avis favorable de la Conférence intercommunale du logement (CIL) le 4 mars 2016, puis un avis favorable des communes de Grand Poitiers et de la Préfète de la Vienne. Le Conseil communautaire de Grand Poitiers a ainsi pu adopter son PPGD le 24 juin 2016.

Celui-ci traite des sujets suivants :

- Définition des principes qui régissent le Service d'accueil et d'information des demandeurs (SAI) mis en place (service organisé en réseau de guichets avec Grand Poitiers assurant le rôle de tête de réseau) ;
- Définition des principes de mise en œuvre du droit à l'information des demandeurs (information objective, non orientée, non tronquée, identique quel que soit le guichet qui la délivre), et choix d'éditer une plaquette d'information grand public ;
- Réaffirmation de l'engagement de Grand Poitiers dans la gouvernance du fichier partagé de la demande de la Vienne, géré par l'association AFIPADE, afin qu'il réponde à tous les besoins en matière d'enregistrement et de gestion partagée des demandes de logement social ;
- Attention particulière à porter aux situations des ménages en difficultés.

#### **Service d'accueil et d'information des demandeurs de logement social de Grand Poitiers**

Suite à la finalisation du PPGD, un groupe de travail a été mis en place en avril 2016 afin de finaliser l'organisation du Service d'accueil et d'information des demandeurs de logement social de Grand Poitiers et de traduire cette organisation dans une Convention d'accueil et d'information des demandeurs de logement social, à signer par toutes les structures participantes à ce service.

Le service est rendu par de nombreux guichets organisés en réseau.

Grand Poitiers a la mission d'animer, de coordonner et de piloter ce réseau de guichets (notamment formation des agents, mise à disposition d'information actualisée, organisation d'échanges entre guichets, vérification du respect de leurs engagements par chacune des structures, etc.).

Les structures qui assurent le service d'accueil et d'information sont :

- Les communes de Grand Poitiers et/ou leurs Centres communaux d'action sociale (CCAS) ;
- Les bailleurs sociaux présents sur le territoire de Grand Poitiers ;
- La Direction départementale des territoires (DDT), service de l'Etat désigné par la Préfète pour enregistrer les demandes de logement social ;
- Action logement ;
- Certains services sociaux : Maisons départementales de la solidarité (MDS), service social du Centre hospitalier Henri Laborit ;
- Plusieurs associations qui accueillent des ménages pour les accompagner en matière d'insertion, de logement, d'hébergement...

Trois niveaux de services rendus ont été définis, chaque structure participante s'engageant sur l'un de ces niveaux :

- Guichet niveau 1 : Délivrance de l'information de base aux demandeurs (plaquette d'information), du formulaire de demande de logement social, et renvoi des ménages vers un guichet de niveau 2 ou 3 et/ou vers le site [demandedelogement86.fr](http://demandedelogement86.fr) pour obtenir une information complémentaire ;
- Guichet niveau 2 : Délivrance d'une information approfondie aux demandeurs sur les procédures de dépôt et de traitement de la demande, sur le parc de logement social et la satisfaction de la demande, et accompagnement des demandeurs dans le dépôt de leur



demande (puis renvoi vers un guichet de niveau 3 et/ou vers le site [demandedelogement86.fr](http://demandedelogement86.fr) pour l'enregistrement de la demande) ;

- Guichet niveau 3 : Délivrance d'une information approfondie aux demandeurs sur les procédures de dépôt et de traitement de la demande, sur le parc de logement social et la satisfaction de la demande, et sur leur dossier de demande en cours, accompagnement des demandeurs dans le dépôt de leur demande, enregistrement et suivi des demandes.

Pour être guichet de niveau 3, les structures concernées doivent adhérer à l'AFIPADE, association de gestion des fichiers partagés de la demande de logement social des quatre départements de l'ex région Poitou-Charentes, et adopter la Charte de bonnes pratiques, de qualité de service et de déontologie de l'outil Imhoweb (permettant l'accès à ce fichier). Le montant de l'adhésion est fonction de la taille de la commune et s'élève à 900 € pour 2017 pour la commune de Dissay. Par ailleurs, en qualité d'adhérent, la participation à l'Assemblée générale de l'AFIPADE nécessite la désignation d'un titulaire et d'un suppléant, représentant la commune.

Au regard de l'ensemble de ces éléments et après délibération le conseil décide :

- d'engager la commune de Dissay dans le service d'accueil et d'information des demandeurs de logement social de Grand Poitiers en tant que guichet de niveau 3
- d'autoriser Monsieur le Maire de Dissay à signer la Convention Intercommunale d'accueil et d'information des demandeurs de logement social de Grand Poitiers, ainsi que tout document à intervenir ;
- conformément au choix de la commune de Dissay de devenir un guichet de niveau 3 :
  - o d'adhérer à l'association AFIPADE, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, afin de devenir guichet d'enregistrement de la demande de logement social dans le Fichier partagé de la demande départementale.
  - o d'adopter la Charte de bonnes pratiques, de qualité de service et de déontologie correspondante,
  - o de désigner, pour représenter la commune de Dissay à l'Assemblée générale de l'association, Madame Sophie SEGUIN en qualité de titulaire et Madame Christine ROYER en qualité de suppléant,
  - o d'autoriser Monsieur le Maire de Dissay à signer tout document à intervenir à ce sujet.

**Adopté à l'unanimité**

#### **Délibération n° 7 : Choix de l'aménageur pour le quartier des Bouleaux**

---

Monsieur le Maire présente aux membres du conseil municipal les propositions faites par les deux aménageurs pour l'opération des Bouleaux.

Après délibération, le conseil décide :

- de retenir le projet présenté par Habitat de la Vienne,
- d'autoriser Monsieur le Maire à poursuivre les négociations,
- de signer tous documents se rapportant à cette affaire.

**Adopté à l'unanimité**

## Délibération n° 8 : Echange de terrain

---

Monsieur le Maire présente aux membres du conseil la teneur des échanges en vue de l'échange de terrain sur le quartier des bouleaux AR 435

Après délibération, le conseil décide :

- de retenir le principe de l'échange d'une partie du terrain,
- d'autoriser Monsieur le Maire à poursuivre les négociations,
- de signer tous documents se rapportant à cette affaire.
- 

Adopté à l'unanimité

## Délibération n° 9 : Convention de mise en réseau des bibliothèques sur le territoire de l'ancienne communauté du Val vert du Clain entre Grand Poitiers et la commune de Dissay.

---

Monsieur le Maire présente aux membres du conseil la convention de mise en réseau des bibliothèques sur le territoire de l'ancienne communauté du Val Vert du Clain entre Grand Poitiers et la commune de Dissay

Après délibération, le conseil autorise le Maire à signer cette convention

Adopté à l'unanimité

## . §3 – Questions diverses

- Installation de la fibre à Dissay : Réponse du conseil départemental

Monsieur le Maire expose la nature de ses échanges avec le Conseil Départemental de la Vienne suite à la publication du SDTAN (Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique). La commune a fait valoir son incompréhension et son mécontentement sur les modalités de celui-ci, reléguant l'installation de la fibre à Dissay après 2020. Après de nombreuses relances, le Conseil Départemental a formulé une réponse écrite (signée de la Vice-Présidente en charge du numérique) qui précise les points suivants :

- « 98.31% des foyers de votre commune bénéficient d'un accès haut débit fixe filaire (>2Mbits/s), ce qui est déjà au-dessus du seuil des 95% recherché en moyenne par le Département » ;
- « le programme de montée en débit (...) permettra notamment d'améliorer le débit de 21 lignes situées au village de la Jonchère » ;
- « les sous-répartiteurs de Puygremier (132 lignes), Maisonneuve (82 lignes) et de Longève (51 lignes) sont éligibles à la montée en débit mais n'ont pas été retenus (...) car le niveau de service disponible moyen sur place est déjà supérieur aux critères adoptés » ;
- « Toutefois, nous envisageons également des Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE). Parmi, ces PSE, nous évaluerons l'extension de la zone arrière du Point de Mutualisation (PM) optique qui sera construit à St Georges les Baillargeaux (Champ de Gain) pour atteindre les hameaux situés à l'Est de Dissay et l'ajout de la totalité d'Aillé et des villages situés à l'Ouest de la RD 910 » ;



- « Pour ce qui concerne la généralisation du FTTH sur Dissay, il faudra à l'occasion de la définition des prochaines phases de programme, évaluer avec les EPCI l'état du reste à réaliser sur la Vienne et juger à ce moment-là de l'opportunité de la réaliser » .

Monsieur le Maire demande au conseil municipal de prendre acte de ces engagements et de les suivre avec vigilance, tout en poursuivant les démarches également auprès du nouvel EPCI, la communauté urbaine de Grand Poitiers.

- **Instances communales**

Chaque maire-adjoint présente au conseil une synthèse des travaux de sa commission

- **Instances communautaires**

Monsieur le Maire présente aux conseillers, les différents travaux effectués lors des réunions de la Communauté d'Agglomération de Grand Poitiers.

La séance est levée à 0 h 20

